

Les crédits

positions sur la récupération en vertu desquelles le gouvernement a maintenant abandonné le principe de l'universalité des pensions, et le reste. En fait, on retarde l'adoption de toute une série de mesures.

Le gouvernement s'impatiente et réprouve les agissements du Sénat. Il a même présenté il y a quelques mois, un projet de loi tendant à limiter les pouvoirs du Sénat. J'ai cru un instant que nous allions enfin être sérieux au sujet de la réforme du Sénat. Le gouvernement a, de fait, déposé un projet de loi, mais qu'en est-il advenu? Il n'est allé nulle part. Il a disparu. Il n'a jamais été discuté à nouveau à la Chambre.

Lorsque le gouvernement affirme vouloir réformer le Sénat, restreindre ses pouvoirs ou le modifier, je lui dis alors qu'il n'a absolument pas donné suite aux mesures législatives qu'il a présentées à cet effet.

Or, nous avons aujourd'hui la chance de mettre un frein au Sénat, de lui dire qu'il peut bien se voter tous les avantages qu'il souhaite, de se verser 153 \$ par jour ou 553 \$ par jour—peu importe—nous n'allons pas lui donner l'argent nécessaire. En agissant ainsi, nous enverrons un message sans équivoque aux gens de l'autre endroit.

Quand on considère que les sénateurs ne siègent que quelques jours par semaine, et encore le plus souvent une heure ou deux à peine par jour, et que le Sénat coûte 40 millions de dollars par an aux contribuables, soit l'équivalent d'environ 435 880 \$ par sénateur, et quand on considère en outre que ces 40 millions de dollars pourraient fournir aux Canadiens des services véritables, voire même réduire régulièrement l'endettement de notre pays, on a du mal à comprendre pourquoi on devrait suivre le conseil du gouvernement et verser au Sénat tous ces millions de dollars pour qu'il puisse continuer à faire ce qu'il fait.

Monsieur le Président, j'estime opportun de reprendre mon siège quelques instants pour permettre à mes collègues ministériels de nous dire pourquoi ils tiennent tant à présenter cette motion aujourd'hui et à fournir au Sénat tous ces millions de dollars pour lui permettre de continuer d'exister. Je dis à mon collègue le leader du gouvernement à la Chambre que le gouvernement devrait reconsidérer sa position et envoyer au contraire un message sans équivoque au Sénat pour lui faire savoir qu'il en a plein le dos de ses folles initiatives et que son existence ne se justifie plus, étant donné que. . .

M. Milliken: Comment pouvez-vous dire une chose pareille?

M. Riis: Le député me demande comment je peux dire une chose pareille. J'avais pensé que nous devions donner aux sénateurs l'occasion de démontrer leur utilité et d'agir véritablement en tant que représentants des Cana-

diens dans une affaire très importante. Nous avons choisi la taxe sur les produits et services qu'à peu près tous les Canadiens condamnent. Ainsi, nous avons dit aux sénateurs qui comptent surtout des libéraux: «Pourriez-vous faire ce qu'il faut et bloquer définitivement ce projet de loi?»

M. Mills: Vous devez agir d'une façon responsable.

M. Riis: Le député de la région de Toronto déclare que nous devons agir d'une façon responsable.

Chose certaine, il est devenu clair que le Sénat n'entend pas rejeter la loi sur la TPS. Le gouvernement n'a aucunement l'intention de ne pas appuyer le Sénat. Pourquoi faire traîner les choses en longueur? S'ils étaient vraiment décidés, ils agiraient. J'ai comme l'impression, monsieur le Président, que les libéraux essaient de gagner sur tous les tableaux. Ils s'imaginent que, s'ils peuvent donner l'impression de s'opposer à la TPS, ils prendront leur temps et le projet pourrait passer vers l'Action de grâces. Ce bon vieux Sénat l'adoptera, la taxe sera en place, la machine se mettra en marche. Un jour peut-être, si les libéraux reprennent le pouvoir, toute la besogne aura été faite. Qui aura essuyé le blâme? Le gouvernement. Ce sont les conservateurs qui seront blâmés parce qu'ils auront présenté cette proposition. On pourra dire que ce sont les conservateurs qui ont proposé cette initiative et l'ont fait adopter, forts de leur majorité. Les sénateurs ont déjà appuyé le projet à l'étape de la deuxième lecture après un très bref débat. C'est le principe du projet de loi qui a été adopté. C'est sur le principe que porte la deuxième lecture.

Chose curieuse, les libéraux du Sénat ont accepté le principe du projet. Ils sont d'accord, en principe, sur une TPS de 7 p. 100. Tout ce que je veux dire ici, c'est qu'il y a eu accord sur le principe, et que cela s'est fait vite, après un débat bien court. Il suffit maintenant de laisser passer le temps. Les libéraux vont se donner un nouveau chef, et on adoptera la TPS un peu plus tard.

C'est pourquoi il vaut mieux oublier ce fichu Sénat. Qu'a-t-il fait pour nous, après tout? C'est l'occasion toute trouvée pour non seulement l'oublier, mais aussi l'abolir en lui refusant les budgets de fonctionnement nécessaires. Voilà ce que cette initiative a donné, pour le Nouveau Parti démocratique. J'en tire une certaine fierté. Le Sénat a montré qu'il ne servait pas les intérêts supérieurs du Canada. Il n'a de comptes à rendre à personne. Le Sénat représente une complète aberration dans une société démocratique. Il constitue un scandale quand on songe à la façon dont fonctionne cette institution. Voici l'occasion de ne pas appuyer la motion proposée par mon honorable collègue, le leader conservateur à la Chambre, visant à permettre au Sénat de subsister indéfiniment ou du moins à lui donner les moyens de subsister durant encore une année financière.